

Cahiers des Religions Africaines

Nouvelle série. Volume 5, n. 10 (décembre 2024)

Roland MPIA TAMFUTU, *Se réconcilier avec le monde qui nous abrite. La coresponsabilité face à la crise socioenvironnementale en Afrique subsaharienne*, p. 25-39.

<https://doi.org/10.61496/POOW5445>

PRESSES DE L'UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO

Se réconcilier avec le monde qui nous abrite

La coresponsabilité face à la crise socio-environnementale en Afrique subsaharienne

Roland MPIA TAMFUTU

Professeur à l'Université de Bandundu (Uniband)

Résumé - Le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les inégalités socio-économiques sont des défis croissants auxquels l'Afrique subsaharienne fait face, en dépit de sa riche biodiversité et ses ressources naturelles. Ces défis exacerbent la vulnérabilité des populations. La présente étude plaide pour une approche collective et inclusive mettant en avant la réconciliation et la transformation profonde de la relation des humains entre eux et avec leur environnement. Une responsabilité qui incombe tant aux gouvernements africains qu'aux acteurs internationaux, aux entreprises et aux individus.

Mots-clés : Réconciliation, coresponsabilité, interconnexion, humain, terre, monde, crise socio-environnementale, Afrique subsaharienne.

Summary - Climate change, environmental degradation and socio-economic inequalities are growing challenges facing sub-Saharan Africa, despite its rich biodiversity and natural resources. These challenges exacerbate the vulnerability of populations. This study argues for a collective and inclusive approach that emphasizes reconciliation and the profound transformation of the relationship between human beings and their environment. This is the responsibility of African governments, international players, companies and individuals alike.

Keywords: Reconciliation, co-responsibility, interconnection, human, earth, world, socio-environmental crisis, sub-Saharan Africa.

Introduction

Redonner toute son importance à la nature en repensant profondément notre rapport à elle constitue assurément une interpellation pour répondre à la crise socio-environnementale. Celle-ci se veut non seulement une question de politiques publiques, de réglementations ou de technologies, mais également de valeurs, de choix de vie et d'une volonté collective d'assumer la coresponsabilité face aux défis globaux. Il s'agit, en réalité, de la « conséquence d'une fracture d'ordre spirituel, philosophique et moral entre l'humanité et la nature »¹. Une crise qui ébranle fortement nos convictions et nos

1 P. ROCH, *La nature source d'inspiration spirituelle*, dans D. BOURG et P. ROCH (Éds.), *Crise écologique, crise des valeurs ? Défis pour l'anthropologie et la spiritualité*, Genève,

valeurs d'intégrité tout en défiant la complexité de notre statut ontologique et écologique. Ce qui devrait remettre actuellement en question notre rythme de vie effréné, et ce qui implique aussi de mettre fin à notre sentiment d'invulnérabilité.

Certes, depuis des décennies, les êtres humains ont cru qu'en raison des progrès technoscientifiques, ils étaient invincibles et peuvent par conséquent, dominer totalement la nature. Cette démesure humaine ignore que les dimensions environnementales, socio-économiques et culturelles de la vie sont indissociables. Avec un timing remarquable, dans la continuité de la plus ample encyclique *Laudato si'* de 2015, le 4 octobre de l'année dernière, jour de la fête de saint François d'Assise, le Pape François publia l'exhortation apostolique *Laudate Deum* où il révèle que certains sont encore sceptiques, indifférents, voire négationnistes du changement climatique. Pourtant, les stigmates de ce changement provoqué par les activités humaines sont là, de plus en plus évidents². Selon le rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) paru en mars 2014, l'origine anthropique du réchauffement climatique s'avère évidente. En dépit de la perception du risque, il appert que l'humanité n'est pas prête à reconsidérer l'importance de changer ses manières de faire. Évidemment, il y a des progrès significatifs qui ont été réalisés, cependant ils ne sont certainement pas suffisants vu la gravité de cette crise.

Réfléchissant sur l'appel à la coresponsabilité, nous voudrions miser sur l'action des individus et leurs capacités d'agir collectivement pour se réconcilier avec la terre et prendre soin de l'écologie intégrale en Afrique noire. Face à l'urgence de la crise socio-environnementale actuelle, comment promouvoir une action concertée et une coopération étroite entre tous les acteurs, y compris les institutions religieuses, les gouvernements, les entreprises et la société civile ? Chaque individu et chaque communauté locale devrait participer activement à la protection de la nature et au renforcement des liens sociaux et spirituels. Adopter une telle démarche, c'est faire appel tant à la raison, à la spiritualité qu'à la capacité d'empathie, tout en reconnaissant notre interdépendance et en valorisant la participation de tous, afin de minorer les défis écologiques et sociaux systémiques de notre temps. D'où, les Africains doivent se retrousser les manches et savoir faire preuve de détermination, d'initiative, de retenue, de sollicitude, de solidarité et d'amour.

Labor et Fides, 2010, p. 257.

2 FRANÇOIS, *Laudate Deum. Exhortation apostolique à toutes les personnes de bonne volonté sur la crise climatique*, Rome, 2023.

Dans cette étude limitée, quatre points saillants structurent notre argumentaire. Le premier cherche à décrire les symptômes de la rupture ou de la crise qui ne se dénoue pas en Afrique subsaharienne ; le deuxième expose la coresponsabilité comme une vision partagée de l'avenir ; le troisième examine l'agir pour une réconciliation salvatrice ; le quatrième et dernier point, se focalise sur l'appel à la responsabilité collective.

1. Une Afrique noire en crise : les symptômes de la rupture

Point n'est besoin de souligner que la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne peine à décoller, traversant une période critique marquée par des défis complexes. Ces derniers révèlent des symptômes profonds de rupture, tant au niveau social, politique, qu'économique. Ces symptômes mettent en lumière les dysfonctionnements structurels et les tensions qui fragilisent le continent, malgré son potentiel considérable. Loin d'être des phénomènes isolés, ils traduisent aussi une relation dysfonctionnelle où la nature est exploitée sans considération pour sa régénération ou pour les droits des générations à venir. En d'autres termes, marquée par la déforestation, le dérèglement climatique, la sécheresse, l'effondrement de la biodiversité et la pollution des écosystèmes, la crise environnementale s'accompagne évidemment d'inégalités sociales grandissantes, d'un accès inéquitable aux ressources naturelles et de tensions géopolitiques.

Sur le plan des symptômes économiques, l'Afrique au sud du Sahara présente le scénario d'un développement en panne. La situation économique s'avère catastrophique. Un système économique qui n'est pas optimal, toujours en manque de résilience, injuste et inégalitaire. Dieudonné Mushipu Mbombo peut noter :

« La situation s'obscurcit d'année en année avec l'idéologie libérale basée sur le principe de la globalisation qui dicte ses lois partout. L'Afrique est la grande perdante de la mondialisation économique actuelle »³.

Cet auteur n'hésite pas de prendre explicitement le cas de la R. D. Congo qui est scandaleusement riche dans son sous-sol, cependant, peine à s'en sortir. Déjà en son temps, Jean-Marc Ela insinuait aisément à ce sujet que « de grandes régions d'Afrique regorgent de richesses convoitées et exploitées par les pays riches mais elles sont pratiquement condamnées à vivre dans la misère et comme en marge du monde »⁴.

3 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique. Un changement de paradigme : De la théandricité à la cosmothéandricité*, Paris, Karthala, 2022, p. 281.

4 J.-M. ELA, *Repenser la théologie africaine. Le Dieu qui libère*, Paris, Karthala, p. 120.

En revanche, les dirigeants africains détiennent aussi une part de responsabilité quant à ce. Rejoignons Godefroid Kä Mana qui s'exprime avec précision et clarté en ces termes :

« Ce qui frappe dans l'économie comme champ global de la gestion des pays des Grands Lacs, c'est son orientation complètement inégalitaire où la part du lion est entre les mains du chef, de sa famille, de sa tribu et de son entourage politique au détriment de la population, ou presque. Il suffit de regarder comment les proches des présidents dominent les rouages économiques et s'enrichissent de manière ahurissante aux yeux du petit peuple pour se rendre compte que l'accaparement des richesses nationales entre les mains de quelques personnes conduit à une instabilité dont l'horizon ne peut être que la guerre sous toutes ses formes, qu'il s'agisse des guerres civiles, du terrorisme ou des massacres insensés comme stratégies de déstabilisation de ceux qui sont au pouvoir »⁵.

La R.D. Congo vit cette réalité, car depuis l'indépendance en 1960, il n'y a aucune politique claire d'investissements économiques et pas d'envol pour l'amélioration des conditions de vie. C'est la faim, avec une situation humanitaire toujours décroissante, nécessitant de l'aide extérieure. Le pays reste pleinement dépendant des exportations et exploitation de matières premières, notamment le cuivre, le cobalt, l'or, coltan, dont les prix fluctuent sur les marchés internationaux. Cette dépendance accentue sa vulnérabilité face aux chocs économiques mondiaux. Il y a également des tensions et des conflits armés qui, non seulement perturbent les activités économiques mais aussi, détruisent les infrastructures et entravent le commerce.

Dans la plupart de ces pays, les revenus sont mal redistribués, et l'accès aux services de base reste limité. En effet, les investissements publics dans les secteurs clés comme la santé, l'éducation et les infrastructures sont sensiblement réduits. Par voie de conséquence, l'économie informelle constitue la base importante de la vie humaine, où les conditions de travail sont souvent précaires. À cela s'ajoutent les inégalités criantes, c'est-à-dire, visiblement la richesse est souvent concentrée entre les mains de minorités, laissant la majorité de la population en dessous du seuil de pauvreté et dans une mendicité honteuse. Le chômage est massif. La jeunesse qui constitue la majorité de la population, peine à trouver des opportunités d'emploi, alimentant le désespoir, le banditisme (*Kuluna*, en RD Congo) et l'exode vers l'Europe ou

5 G. KÄ MANA, *Décrypter la tragédie de Beni pour penser les conditions d'une paix heureuse dans la région des Grands Lacs*, dans *Revue Afroscope*, n. 7 (2017), p. 182. Cité par J. C. MULEKYA KINOMBE, *De la trahison à la réappropriation de l'ubuntu en R.D. Congo. L'apport de la solidarité et la con-passion chrétiennes*, dans *Cahiers des Religions Africaines*, Nouvelle série, n. 4 (2021), p. 91-108.

d'autres continents. C'est la méfiance, la convoitise, le ressentiment, la recherche du chacun pour soi et la lutte égoïste pour la survie. De fait, la situation misérable de la population congolaise est bien voulue par des sources tant exogènes qu'endogènes⁶. Tidiane Diakité a eu raison de soutenir que : « le marasme économique et le retard de l'Afrique noire dans son évolution proviennent pour un quart de facteurs naturels et externes et pour trois quarts de facteurs humains propres aux Africains »⁷.

Au niveau politique, l'Afrique noire souffre d'un déficit de gouvernance et d'une absence de volonté politique pour le changement dont les populations ou les sociétés ont besoin. L'érosion de la démocratie se palpe du doigt, difficile de se conformer à la volonté des peuples –les élections sont comme des tombeaux blanchis qui mettent en danger la vie de nombreux êtres–. C'est la politique des avantages personnels, des intérêts égoïstes, de pillage, d'enrichissements illicites et grossiers, des massacres, d'oppression ou de la traque des opposants. Comme l'affirme Jean-François Bayart, « la politique du ventre »⁸ prévaut dans ces États africains. Ici précisément, la corruption est endémique. Pour le dire autrement, l'inefficacité des institutions publiques demeure exacerbée par une corruption généralisée qui freine le développement durable. D'après Jean-Claude Mulekya, c'est « le manque de volonté politique, l'égoïsme, l'accumulation des richesses par certains au détriment de l'ensemble de la population, la valorisation du tribalisme et du népotisme, etc. »⁹. Ce qui engendre une perte de confiance envers les institutions.

Du reste, rejoignons les mots de Grégoire Maloba Kayamba :

« si nos sociétés politiques fonctionnent mal et peinent à prendre de l'élan pour un développement humain commun, n'est-ce pas parce qu'elles manquent d'une part des hommes excellents, des hommes vraiment humain pour diriger humainement la chose publique et d'autre part, des citoyens pleinement loyaux pour s'investir dans le bien commun »¹⁰.

Il y a ici une vision et une pratique du pouvoir politique contraires aux idéaux des indépendances et des sociétés démocratiques.

6 Cf. J. C. MULEKYA KINOMBE, *De la trahison à la réappropriation de l'ubuntu*, p. 99-100.

7 T. DIAKITE, *L'Afrique malade d'elle-même*, Paris, Karthala, 1986, p. 160. Voir J. C. MULEKYA KINOMBE, *De la trahison à la réappropriation de l'ubuntu*, p. 99.

8 J. F. BAYART, *L'État en Afrique: La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.

9 J. C. MULEKYA KINOMBE, *De la trahison à la réappropriation de l'ubuntu*, p. 97.

10 G. MALOBA KAYAMBA, 'Bwimuntu' en langage parémiologique. *Fondements et enjeux d'une cosmothéandricité africaine*, dans *Cahiers des Religions Africaines. Nouvelle série*, n. 4 (2021), p. 125-146.

Au niveau des symptômes socio-environnementaux, l'Afrique noire reste une société vulnérable en quête d'équilibre. Les migrations sont massives, parfois forcées, à cause de l'absence de perspectives économiques, de l'insécurité, des conflits armés, de l'exploitation excessive de ses ressources naturelles et des impacts du changement climatique. De nombreux Africains sont prêts à risquer leur vie pour atteindre l'Europe ou d'autres destinations. Il y a des déplacés internes ou réfugiés. L'accès aux terres arables devient un motif des conflits entre communautés locales, exploitants industriels et acteurs illégaux. La pollution des sols et des eaux (activités minières et pétrolières, les bouteilles en plastiques et autres, jetées pêle-mêle) contamine les écosystèmes, mettant en danger la biodiversité et les moyens de subsistance des populations.

Tous ces symptômes sont interdépendants et s'aggravent mutuellement. Ils nous révèlent des défis systémiques auxquels l'Afrique noire doit faire face. Pour y parvenir donc, il faudrait des solutions intégrées et des réponses coordonnées, à la fois locales et internationales, avec un accent sur la justice sociale, la durabilité environnementale et l'innovation économique. La jeunesse africaine qui représente un espoir de changement ne cesse de plaider pour une gouvernance transparente, des opportunités économiques plus équitables et une participation active de tous dans la transformation du continent.

2. La coresponsabilité comme une vision partagée de l'avenir

Pour construire un monde plus juste, plus durable et plus fraternel, respectueux de la dignité humaine et de la création entière, la coresponsabilité veut que chaque individu, collectivité, entreprise et gouvernement reconnaisse son rôle et agisse en conséquence. En ce sens, une vision partagée de la coresponsabilité pour l'avenir implique trois piliers fondamentaux à tenir compte en Afrique subsaharienne :

2. 1. La reconnaissance des interdépendances

La crise socio-environnementale est profondément interconnectée. En effet, « la crise écologique est indissociablement une crise du milieu naturel et du milieu humain, de l'un et de l'autre à la fois, de l'un dans l'autre et de l'autre dans l'un »¹¹. La Création, note l'épître aux Romains, constitue « un

11 A. BEAUCHAMP, *Création et écologie. Redéfinir notre rapport à la terre*, dans *Christus*, n. 185 (2000), p. 29-37.

tout gémissant » en attente de la rédemption (Rm 8, 19-22). « Saint Paul nous dit la solidarité de toutes les créatures avec les humains, et par conséquent l'interdépendance des créatures entre elles et avec le Créateur »¹². Le Pape François affirme : « il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature »¹³. La philosophie de la nature propre aux communautés africaines croit à l'existence d'une intercommunication des êtres et des forces, toute tournée vers le Créateur¹⁴. Il s'agit, en réalité, de célébrer l'interconnexion et l'interdépendance entre tous les êtres.

La culture *Ubuntu* illustre parfaitement cette vision. Car, elle valorise la solidarité, le vivre-ensemble et reconnaît l'interdépendance et l'interconnexion de toutes les formes de vie. De toute évidence, les valeurs d'*ubuntu* rappellent que « nous sommes grâce aux autres »¹⁵. Ici, les éléments de la nature ou les êtres non-humains sont également à considérer parmi les « autres ». Certes, selon l'univers négro-africain, les êtres humains et tous les autres éléments de la nature, sont « taillés dans une même étoffe d'essence rythmique, vibratoire (le Verbe), ce qui les rend tous, radicalement, capables d'inter-locution ou de dialogue, malgré les seuils qui séparent les diverses séries d'êtres ou règnes de l'univers »¹⁶. Ce qui implique la coopération nécessaire, la solidarité réciproque et l'interdépendance sociale et matérielle.

L'écothéologie inculturée de la réconciliation intégrale Créateur-Homme-Nature que nous préconisons, plaide pour l'interconnexion, à la fois, comme un fait écologique et une réalité spirituelle et communautaire, appelant à une solidarité plus profonde entre l'Homme et la Nature. De ce point de vue, Dieudonné Mushipu Mbombo a raison lorsqu'il affirme :

« Le rapport à Dieu implique la relation à la nature, et notre lien à la nature évoque notre Créateur, celui qui nous a faits et a fait la nature avant nous [...]. Les Africains ont une relation à la nature qui se veut profonde et sincère. La

12 C. BOUREUX, *Dieu est aussi jardinier. La création, une écologie accomplie*, Paris, Cerf, 2014, p. 13.

13 FRANÇOIS, *Laudato si'*, n. 139.

14 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 260.

15 A. KABASELE MUKENGE, *Editorial*, dans *Cahiers des Religions Africaines*, Nouvelle série, vol. 1, n. 2 (décembre 2021), p. 6-7. Voir aussi MUNGI NGOMANE, *Ubuntu : je suis car tu es. Leçons de sagesse africaine*, Paris, Harper Collins, 2019.

16 O. BIMWENYI KWESHI, *Discours théologique négro-africain. Problème des fondements*, Paris, Présence Africaine, 1981, p. 600, cité par D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 234.

terre est non seulement sœur de l'homme africain dans le sens franciscain de frère, mais elle est également entendue comme espace d'hébergement, à la manière d'un utérus maternel qui conserve et met au monde, comme une mère. La terre est sœur de l'homme africain, comme elle est en même temps sa mère »¹⁷.

A cet effet, les Africains doivent chercher à sortir de cette fausse conception qui tend à défigurer leur lien intrinsèque avec la nature. Car, leurs traditions religieuses ont toujours et déjà enseigné le principe de l'indissociabilité entre Dieu, les autres créatures et les humains¹⁸.

En Afrique subsaharienne, l'interconnexion devrait impliquer le fait de chercher à trouver des réponses communes au cri de la terre et à celui des pauvres. Pour ce faire, les gouvernements africains qui gèrent la *res publica* doivent lier l'état des institutions de la société à la qualité de la vie humaine et de l'environnement naturel. Dans cette même optique, *Caritas in veritate* du Pape Benoît XVI s'exprime vaillamment : « Toute atteinte à la solidarité et à l'amitié civique provoque des dommages à l'environnement, de même que la détérioration de l'environnement, à son tour, provoque l'insatisfaction dans les relations sociales »¹⁹. Il s'agit, en fait, de rechercher hardiment une solution globale à la complexité de la crise socio-environnementale, c'est-à-dire se donner ensemble les moyens nécessaires d'exercer la solidarité tout en prenant conscience de la responsabilité de chacun dans le fonctionnement harmonieux de tout²⁰.

Par conséquent, la recherche des relations harmonieuses entre les humains devrait s'étendre « jusqu'aux éléments de la nature qui trouvent leur part dans le grand ensemble de la fraternité, un peu comme le pensait et le vivait Saint François d'Assise lorsqu'il parlait de la terre, notre sœur et des animaux, nos frères »²¹. Autrement dit, pour avoir un bon sommeil, la paix et l'accalmie, l'humain doit bien composer avec son habitat, c'est-à-dire respecter et soigner son environnement avec tous les êtres vivants qui le ren-

17 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 260.

18 Cf. E. K. TWESIGE, *Common Ground: Christianity, African Religion and Philosophy*, New York, Peter Lang, 1987, p. 109 ; L. MAGESA, *African Spirituality and Environmental Conservation*, dans F. WIJSEN and S. MARCOS (eds.), *Indigenous Voices in the Sustainability Discourse*, Berlin, LIT, 2010.

19 BENOÎT XVI, *Caritas in Veritate. Encyclique sur le développement humain intégral dans la charité et la vérité*, Rome, 2009, n. 51.

20 Cf. A. KALAMBA MUPOYI, *La sauve-garde de la création selon Adolphe Gesché et Laudato si' du pape François. Jalons pour une écologie théologique*, Berlin, Peter Lang, 2022.

21 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 210.

ferment (animaux, végétaux, minéraux, humains, etc.)²². Ainsi, l'être humain est invité à « mûrir une spiritualité de la solidarité globale qui jaillit du mystère de la Trinité »²³. Pour lui, vivre c'est assumer ce dynamisme trinitaire qui lui a été transmis par Dieu dès sa création. « L'être humain et les autres créatures partagent un destin commun, simplement parce que nous avons le même Créateur »²⁴.

2. 2. La justice sociale et écologique

Aujourd'hui, la lutte contre la pauvreté, la faim, la violence, les guerres, les changements climatiques et les injustices sociales devrait s'inscrire dans les priorités de la théologie africaine. Celle-ci doit aussi inclure la lutte contre l'accaparement des terres, la protection des droits des communautés locales à leurs terres ancestrales et la promotion de pratiques agricoles respectant l'environnement, tout en assurant la sécurité alimentaire. Car, aujourd'hui plus que jamais, « l'exclusion sociale, le racisme et les préjugés sont intrinsèquement liés à la manière dont se vit les changements climatiques et à leurs conséquences concrètes »²⁵. Ainsi, « les politiciens doivent conduire leurs idéologies dans le sens du respect non seulement de la terre, mais aussi de la dignité de toute personne humaine appelée à jouir du droit à la justice à tous les niveaux »²⁶. C'est que la théologie africaine ne peut ignorer les dimensions de la justice sociale. Celle-ci s'avère la condition *sine qua non* pour tout processus de paix et de réconciliation.

En effet, la justice écologique doit aussi se comprendre comme « un mouvement de pouvoir citoyen ». Elle devrait ainsi prioriser la dignité humaine, l'autodétermination des communautés locales et le développement d'économies durables pour toute personne humaine au sein d'un cosmos où les ressources naturelles sont limitées²⁷. Dans cette même veine d'idées, nous plaçons pour des politiques environnementales inclusives où le droit se dit convenablement pour les personnes les plus affectées par la dégradation écologique, souvent les pauvres et les plus vulnérables. Car, en Afrique subsaharienne, les problèmes écologiques sont souvent liés à des injustices so-

22 G. MALOBA KAYAMBA, 'Bwimuntu' en langage parémiologique, p. 136.

23 FRANÇOIS, *Laudato si'*. Encyclique sur la sauvegarde de la maison commune, Kinshasa, Médiaspaul, 2015, n. 240.

24 *Loué sois-tu : Présentation du métropolite Jean Zizioulas de pergame*. Cf. <https://fr.zenit.org> Consulté le 26 novembre 2024.

25 G. TALBOT, O. FLIAGUINE et D. CAOUETTE, *Editorial*, dans *Possibles*, vol. 41, n. 2 (2017), p. 6-10.

26 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 268.

27 G. TALBOT, O. FLIAGUINE et D. CAOUETTE, *Editorial*, p. 8.

ciales, à des inégalités économiques et à l'exploitation injuste des ressources naturelles par des gouvernants nationaux et des puissances extérieures.

Certes, la crise écologique va de pair avec la propagation de l'injustice sociale. Il s'avère absurde de prétendre affronter avec succès la première sans traiter avec l'autre. Pour le dire autrement, « l'écologie humaine et sociale ne peut aller sans l'écologie de la nature et de la terre [...]. On ne peut pas s'occuper de l'homme et de sa survie sans s'intéresser à la pérennité de la terre qui l'héberge et qui lui fournit de quoi vivre. L'engagement pour la libération de l'homme africain d'aujourd'hui ne peut aucunement marcher sans l'engagement pour la nature. Et l'inverse se veut tout aussi évident »²⁸.

Du coup, il y a l'urgence de protéger les droits des communautés locales à leurs terres et de promouvoir une utilisation équitable et durable des ressources naturelles. Il revient aux communautés locales de faire pression sur les gouvernements, les grandes entreprises, les organisations nationales et internationales. Il s'agit pour ces communautés de s'investir dans l'organisation de leurs propres actions et dans les décisions concernant leur avenir, c'est-à-dire agir et influencer les puissants de ce monde, plutôt que de se fier aux discours et promesses vides.

2. 3. L'engagement collectif et individuel

L'engagement collectif et individuel est un impératif parce que simplement, la Terre et ses ressources naturelles sont limitées, les écosystèmes complexes et fragiles, et l'environnement –dont l'humain fait partie– forme tout un système interconnecté et interdépendant. Par conséquent, si l'orgueil, la démesure et la violence deviennent le pain quotidien, il y a un grand risque de nous détruire comme humanité et d'abuser du milieu naturel. En ce sens, l'engagement devrait être manifeste en faveur du respect pour le bien commun comme la Terre (Nation, Patrie), l'eau. Celle-ci nous fait vivre, aide à étancher la soif, à cuisiner, à laver et à purifier. Fort malheureusement, les ruisseaux et les rivières qui serpentent la plupart de grandes villes africaines, sont pollués et remplis des déchets ; on y jette tout : papiers, ordures ménagères, bouteilles plastiques, bandes hygiéniques, excréments, etc.²⁹. Il n'y a aucun engagement soit-il individuel ou collectif pour un changement de mentalité. C'est la perte de l'humain.

28 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 282.

29 G. MALOBA KAYAMBA, *'Bwimuntu' en langage parémiologique*, p. 137.

Sous ce rapport, les gouvernements et les institutions sont censés élaborer des politiques ou lois qui prennent en compte les réalités socio-culturelles et spirituelles des populations. Au Kenya, par exemple, Wangari Maathai (appelée maman des arbres), par son mouvement « Green Belt Movement » a su montrer aux yeux du monde comment les initiatives locales peuvent aussi inspirer des actions globales pour la conservation et la restauration de l'environnement naturel et social. Les Africains devraient encourager aussi les programmes comme le Partenariat pour « la Grande Muraille Verte (GGW) » qui visent à freiner la désertification dans le Sahel. Il est donc temps de ne plus traiter aveuglement la nature comme un simple objet manipulable et transformable au grand risque de saper la base biologique de notre propre existence³⁰.

Le Pape François qui invitait chacun à accompagner le chemin de réconciliation avec le monde qui nous accueille, considère que « cet engagement concerne la dignité personnelle et les grandes valeurs. Toutefois, il faut être sincère et reconnaître que les solutions les plus efficaces ne viendront pas seulement d'efforts individuels, mais avant tout des grandes décisions de politique nationale et internationale »³¹. C'est aussi un impératif catégorique pour la rationalité technique et la science. Car, « il semble facile de dominer le monde. Il est plus difficile de rester au contrôle de notre propre pouvoir et de ne pas céder à la démesure. Le défi éthique est donc d'acquérir la maîtrise de la maîtrise. Nous maîtrisons le monde, c'est bien beau. Mais comment contrôler notre puissance ? »³² En Afrique subsaharienne, l'engagement collectif et individuel exige de combiner savoirs traditionnels et innovations modernes pour une meilleure résilience. Aujourd'hui, nous sommes persuadés clairement que les richesses culturelles et traditionnelles valorisent la cohabitation harmonieuse avec la nature et entre les humains.

Ainsi donc, les individus comme les gouvernements, les ONG, les associations locales et les organisations communautaires devraient s'impliquer pour un véritable changement en Afrique subsaharienne. Ce changement commence évidemment par une introspection personnelle, cependant, il s'épanouit dans un effort collectif où chaque acteur contribue selon ses moyens et ses responsabilités. Il s'agit, en fait, d'une approche inclusive et multisectorielle qui doit mobiliser toutes les forces vives pour construire un avenir résilient et durable.

30 A. BEAUCHAMP, *Création et écologie*, p. 37.

31 FRANÇOIS, *Laudate Deum*, n. 69.

32 A. BEAUCHAMP, *Création et écologie*, p. 35.

3. Agir pour une réconciliation durable et salvatrice

« Notre monde est blessé par 'nature', blessures produites par notre comportement irresponsable, car l'environnement social a également ses blessures. Tous sont fondamentalement dus au même mal : à la liberté humaine qui s'est crue autonome et sans besoin de se référer à autre chose qu'à elle-même, ignorant l' "autre" et l' "Autre", ignorant que la vie et la terre sont des dons reçus, que nous n'avons pas créé et donc nous ne sommes pas propriétaires exclusifs ou autonomes. Si la terre est blessée, c'est parce que l'humanité est blessée et endommagée. Si la terre a besoin d'être réparée, c'est parce que les êtres humains, la société, ont besoin d'être réparés »³³.

Cette citation rejoint notre préoccupation. Ici précisément, la réconciliation se veut un processus qui cherche à établir ou à récupérer une cohabitation basée sur le respect et l'acceptation mutuelle des humains entre eux et des humains avec la nature (la terre, le cosmos).

Il s'agit d'approcher la réalité de l'Afrique subsaharienne en se rendant sensible à ses ruptures comme à ses dynamiques d'injustices, d'iniquité, de marginalisation et d'exclusion. Cette perspective plaide pour un processus de conversion qui ne devrait pas être seulement personnel, mais impliquerait absolument la reconstruction de la fraternité, de l'union africaine, de la communauté, du peuple, de l'Église, de la planète dégradée..., jusqu'à inaugurer un vivre-ensemble nouveau. Ce qui exige aussi une relation nouvelle, une réparation matérielle ou symbolique et une restauration de la profonde rupture des liens. En d'autres termes, prendre soin de ses semblables et de la nature devrait être une action fraternelle et juste, un mélange de réparation, de guérison, d'accompagnement, de communion et de solidarité réciproque.

Se mettre en route sur cette voie, c'est accepter de rejeter la logique du marché, du plus grand profit ou de l'avidité, de la concurrence individuelle, du chacun pour soi, véhiculée par le capitalisme pédant ou le paradigme technocratique et néolibérale qui n'entrevoit pas des « limites ». Ceci paraît indispensable pour ne pas ignorer le cri de la terre blessée et la clameur des pauvres. Dans ce cas, les Africains doivent construire une approche holistique et respectueuse des traditions et des innovations positives actuelles, c'est-à-dire capable de respecter à la fois la dignité humaine, l'environnement naturel, les cultures locales et les dimensions spirituelles. Cela suppose aussi la création de politiques environnementales solides, inclusives et

33 N. MARTÍNEZ-GAYOL, *Retorno de amor, espiritualidad y antropología de la reparación*, dans J. LÓPEZ MARTÍNEZ (éd.), *Reparación y reconciliación*, Burgos, Grupo Editorial Fonte-Monte Carmelo, 2024, p. 9-48.

participatives, de régulations claires et de mise en œuvre efficace des lois justes pour ne pas entraver la protection des écosystèmes et l'équilibre entre les États.

En effet, agir pour une réconciliation durable et salvatrice revient également à favoriser des modèles de consommation basés sur la sobriété, la modération, l'économie dite circulaire et la valorisation des ressources locales. D'où l'urgence d'une prise de conscience par l'éducation et la sensibilisation. Il s'agit, en fait, d'insister sur les liens étroits entre bien-être humain et santé de l'environnement naturel dès le plus jeune âge. Voilà la clé de voute d'une transformation qui puisse promouvoir la résilience écologique et sociale. C'est que les nouvelles générations apprendront à protéger les écosystèmes, à restaurer les terres dégradées et à soutenir les initiatives communautaires. En ce sens, les décideurs et les leaders d'opinions devraient encourager et entendre la voix des jeunes à travers la mobilisation sociale, les débats publics et les actions de plaidoyer.

Du reste, la complexité d'interactions se dégageant entre les États africains appelle à une justice intégrale, où les pauvres et les plus vulnérables sont protégés et où les droits des communautés locales à leurs terres et ressources naturelles sont reconnus et restaurés. Cette justice intégrale doit promouvoir une utilisation équitable et durable des ressources naturelles. Car, il ne peut y avoir de réconciliation effective sans justice et vérité.

4. Un appel à la responsabilité collective

Nous sommes tous responsables, à une échelle ou une autre, d'une Afrique noire en souffrance et de l'espérance d'un monde limité, d'une maison commune (Terre) qui a ses mesures et qui appartient à tous, également aux générations futures. La responsabilité collective s'avère le fer de lance de la réconciliation avec le cosmos qui abrite, nourrit, porte et supporte. Elle rappelle le devoir de chacun de nous en tant qu'être humain de coexister dans l'harmonie pour le bien-être de la communauté planétaire. Certes, nous avons la responsabilité d'honorer le lien vital qui nous unit à la Terre, de redéfinir notre place au sein de la nature et de reconstruire un équilibre qui permette à toutes les formes de vie de prospérer. Voilà une manière privilégiée de rendre gloire à Dieu.

Bien entendu, « l'homme demeure une créature parmi d'autres, malgré le fait qu'il en reçoit le privilège de la responsabilité. Dieu ne conclut pas seu-

lement l'alliance avec l'homme, mais aussi avec la nature »³⁴. D'ailleurs, dans l'univers négro-africain, « un homme digne et véritablement homme est celui qui se comprend comme un élément de la nature et est censé vivre en harmonie avec elle. Il doit la traiter avec soin d'autant que sa vie et sa survie en dépendent »³⁵. Il s'agit donc d'investir les communautés locales d'un sentiment de responsabilité envers la nature qui les environne, en définissant de nouvelles relations, plus apaisées et respectueuses. Ce qui implique la nécessité d'une gouvernance participative devant renforcer la responsabilité collective et assurer que les décisions prises respectent les besoins de tous les acteurs, y compris la nature.

Il est évident que « ce ne sont pas tous les humains, mais une petite partie d'entre eux » qui cause la crise socio-environnementale et le dérèglement climatique. Les pays riches doivent être pointés du doigt comme responsables, d'autant plus qu'ils sont les principaux émetteurs, avec leur mode de vie de production et de consommation extrêmes³⁶. Tout en fustigeant l'exploitation économique capitaliste qui est obsédé par la croissance pour la croissance, nous envisageons responsabiliser la conscience de toute l'humanité. A vrai dire, constate D. Mushipu Mbombo :

« Il faut que chacun, et à tous les niveaux de l'existence humaine, se pose la question de sa responsabilité. Les technoscientifiques savent que leurs analyses sont attendues ; les économistes sont appelés à dire à la population de la terre jusqu'où peuvent aller les équilibres entre la possession et l'usage que l'on fait des ressources dont regorge notre terre, aussi bien sur le sol que dans le sous-sol ; les politiciens, de leur côté, doivent conduire leur idéologie dans le sens du respect non seulement de la terre, mais aussi de la dignité de toute personne humaine appelée à jouir du droit à la justice à tous les niveaux. Ce qui implique que les acteurs sociaux doivent aider, pour leur part, à construire des structures et des relations sociales ouvertes au dialogue et à la solidarité nécessaire à la prise de conscience écologique et à la transformation des habitudes »³⁷.

Dans cette même veine d'idées, les chrétiens ne devraient donc pas rester indifférents face à la dégradation socio-environnementale qui est une réalité incontestable aujourd'hui. Leur engagement chrétien est plus que nécessaire pour combattre ce qui met en danger toutes les formes de vie sur la terre. Cela relève de leur responsabilité ou mieux, de leur vocation d'image et ressemblance de Dieu. Certes, les Églises, les communautés chrétiennes et les

34 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 274.

35 G. MALOBA KAYAMBA, *'Bwimuntu' en langage parémiologique*, p. 135.

36 Cf. FRANÇOIS, *Laudato Si'*, n. 50.

37 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 268.

autres religions ont un rôle essentiel à jouer. En effet, « les spirituels et les religieux, vu l'impact qu'ils ont sur la majorité de la population humaine et mondiale, devraient aussi s'impliquer en développant non seulement une théologie solide qui prenne en compte l'existence et le respect de la création, mais également une saine spiritualité qui aiderait à comprendre la question écologique et à s'investir dans le changement qui s'impose »³⁸. Toutes les couches de la population doivent être interpellées. C'est une responsabilité implacable.

Conclusion

Se mettre en route sur le chemin de réconciliation avec le monde qui nous abrite en Afrique subsaharienne, c'est d'une part, accepter de nous repentir des blessures faites aux semblables et à la terre, et d'autre part, refuser de dissocier partage juste avec les pauvres et respect de la nature. Car, dans les contextes de la crise écologique, pauvreté, inégalités et injustices s'aggravent mutuellement. D'où la nécessité impérieuse de promouvoir l'éthique de la compassion pour le prochain et pour la terre et celle de l'intendance ou « *Stewardship* » – qui rappelle l'exigence de gérer le monde à la manière de Dieu –. Ce qui implique de la tendresse, de la douceur, du respect, de la modération dans l'avoir et le partage dans la solidarité.

La crise socio-environnementale exige tant des réponses solidaires, des réformes structurelles et la responsabilité d'agir ensemble qu'une coopération internationale ou transfrontalière vraie et sincère. Pour y parvenir, il y a l'urgence d'intégrer les savoirs traditionnels et les pratiques culturelles africaines dans les politiques et les stratégies contemporaines, afin de créer des solutions enracinées dans les réalités locales. Cela passe par l'éducation et la sensibilisation.

Finalement, à la suite d'André Beauchamp, il sied de soutenir qu'en Afrique subsaharienne, justice, adoration et respect devraient être à l'ordre du jour :

« Justice à l'égard des autres humains, en commençant par ceux et celles qu'on chasse de leurs terres ancestrales ; adoration envers le Seigneur maître du ciel et de la terre, créateur d'un monde si complexe et si beau, auquel il nous faut rendre grâce dans le culte et la prière ; respect enfin d'une nature qui se révèle fragile sous nos mains devenues maîtresses de l'atome et du code génétique »³⁹.

38 D. MUSHIPU MBOMBO, *La théologie africaine face à l'urgence écologique*, p. 268.

39 A. BEAUCHAMP, *Création et écologie*, p. 35.